Industrie Canada Industry Canada

Deuxième trimestre de 2011
www.pme-prf.gc.ca/moniteurcr

LE MONITEUR DU CAPITAL DE RISQUE

MISE À JOUR TRIMESTRIELLE SUR L'INDUSTRIE CANADIENNE DU CAPITAL DE RISQUE

Les petites et moyennes entreprises (PME) canadiennes innovatrices à forte croissance qui commercialisent les résultats de la recherche sont en grande partie tributaires de l'industrie du capital de risque pour assurer leur financement. C'est pourquoi la vigueur de cette industrie revêt de l'importance pour ce segment des PME. La présente série de bulletins a pour but de fournir de l'information à jour sur l'industrie du capital de risque au Canada. À cette fin, elle fait état des tendances observées au chapitre de l'investissement, rend compte de la recherche sur des sujets touchant le capital de risque et examine les principales grappes technologiques où est investi le capital de risque.

INTRODUCTION

Le présent numéro porte sur les activités observées au cours du deuxième trimestre de 2011 en matière d'investissement en capital de risque et de mobilisation de fonds au Canada. Il décrit également les activités fédérales effectuées récemment par la Banque de développement du Canada (BDC) ainsi que celles des gouvernements provinciaux liées au capital de risque. Enfin, on y retrouve un article sur une récente étude réalisée par la National Angel Capital Organization sur les habitudes en matière d'investissement des groupes d'investisseurs providentiels à l'échelle du Canada.

APERÇU DES ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE CAPITAL DE RISQUE

Investissements et mobilisation de fonds

Légère baisse des activités d'une année à l'autre

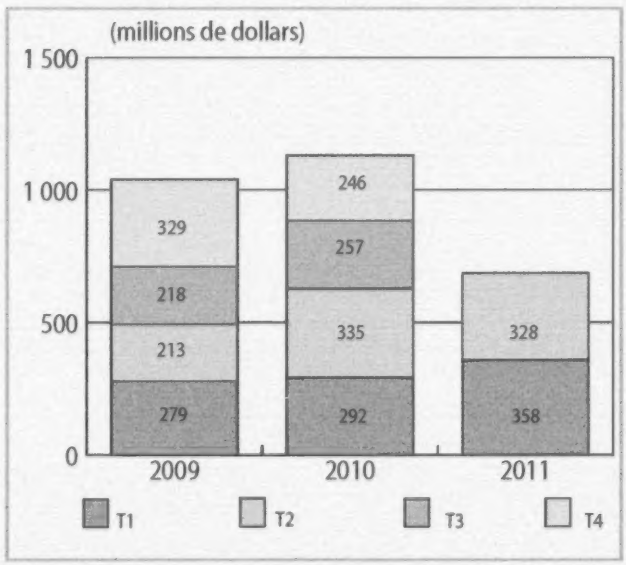
Bien que l'on ait observé une hausse du nombre de transactions au deuxième trimestre de 2011 (135) par rapport au premier trimestre de 2011 (122), la valeur moyenne des transactions a diminué considérablement, ce qui a entraîné une légère baisse de l'ensemble des niveaux d'investissements en capital de risque au cours du deuxième trimestre de 2011 (328 millions de dollars) comparativement à la même période en 2010 (335 millions de dollars), comme l'indique le tableau 1. Les investissements totaux ont diminué légèrement au cours de ce trimestre, comparativement aux 358 millions de dollars enregistrés au premier trimestre de 2011. Malgré cette légère baisse, le niveau d'investissement canadien en capital de risque est resté sur la bonne voie pendant deux trimestres, dépassant largement les trois années d'investissement précédentes.

Tableau 1 : Investissement en capital de risque et mobilisation de fonds, T2 de 2010 et T2 de 2011

	T2 2010	T2 2011	Variation en %
	($ millions)		
Investissement	335	328	-2 %
Mobilisation de fonds	308	132	-57 %

Source : Thomson Reuters Canada, 2011.

Figure 1 : Investissement en capital de risque par trimestre, de 2009 à 2011



Source : Thomson Reuters Canada, 2011.

Canada

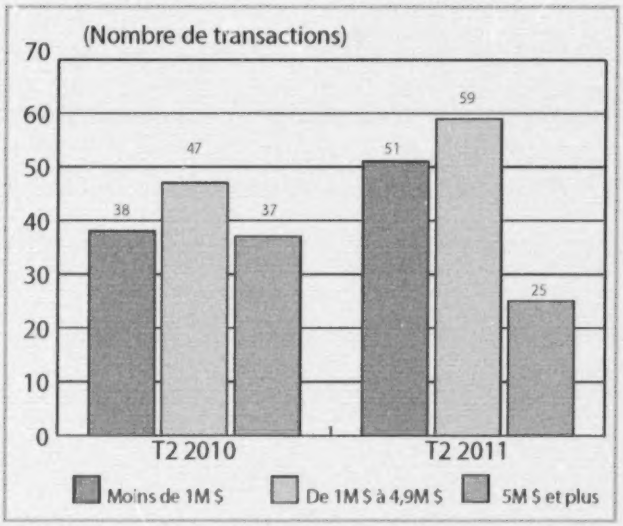
Bien que les niveaux d'investissement se soient améliorés, les activités canadiennes en matière de mobilisation de fonds continuent d'être timides, les engagements étant évalués à seulement 132 millions de dollars en termes de fonds de capital de risque au cours du trimestre. Ces chiffres représentent une baisse de 57 % par rapport aux 308 millions de dollars engagés au cours de la même période l'an dernier. Le financement de tous les types d'investissement a été faible, mais le financement privé reste celui qui a été particulièrement touché, n'attirant que 34 millions de dollars durant le deuxième trimestre de 2011. Une augmentation générale des investissements, à laquelle s'ajoute une baisse de financement, signifie qu'il y aura moins de capital d'investissement à l'avenir.

Valeur des transactions

La valeur moyenne des transactions au deuxième trimestre de 2011 est plus faible (14 %) que la valeur des transactions à la même période de 2010

Pendant le deuxième trimestre de 2011, 135 entreprises ont reçu du financement en capital de risque. Le montant total du financement représentait une augmentation de 11 % par rapport aux 122 transactions réalisées durant la même période en 2010 (figure 2). Malgré une augmentation du nombre des transactions réalisées au deuxième trimestre de 2011, la valeur moyenne des transactions a reculé de 14 % par rapport au même trimestre l'an dernier. Le nombre de transactions inférieures à 1 million de dollars a connu une forte hausse durant ce trimestre, alors que les transactions d'au moins 5 millions de dollars ont connu une baisse (figure 2).

Figure 2 : Répartition des investissements en capital de risque selon la valeur des transactions, T2 de 2010 et T2 de 2011



Source : Thomson Reuters Canada, 2011.

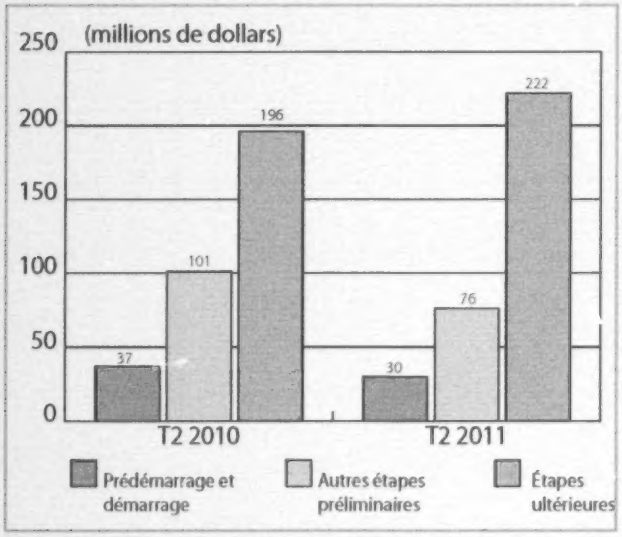
Étape du développement

Diminution du nombre d'investissements pour les entreprises en prédémarrage et en démarrage, mais augmentation pour les entreprises qui sont à des étapes ultérieures de développement

Environ 68 % des capitaux de risque investis dans les entreprises canadiennes au deuxième trimestre de 2011 ont pris la forme de financement à des étapes ultérieures de développement. Les entreprises qui sont à des étapes ultérieures de développement ont reçu un financement d'une valeur de 222 millions de dollars au deuxième trimestre de 2011, ce qui correspond à une augmentation de 13 % par rapport à la même période en 2010. La valeur moyenne des transactions pour les entreprises qui sont à des étapes ultérieures de développement a chuté, passant d'environ 2,9 millions de dollars au deuxième trimestre de 2010 à près de 2,4 millions de dollars à la même période en 2011, ce qui signifie que les capital-risqueurs investissent de plus petits montants dans un nombre plus élevé d'entreprises qui sont à des étapes ultérieures de développement. Les investissements dans les

entreprises en prédémarrage et en démarrage ont connu une faible diminution, alors que la valeur des autres investissements réalisés à d'autres étapes préliminaires a enregistré une baisse plus importante au deuxième trimestre de 2011.

Figure 3 : Investissements en capital de risque selon l'étape du développement, T2 de 2010 et T2 de 2011



Source : Thomson Reuters Canada, 2011.

Nouveaux investissements et investissements subséquents

Augmentation observée des investissements subséquents au cours du trimestre

Le nombre de nouvelles transactions en capital de risque a augmenté au deuxième trimestre de 2011 (54), comparativement à la même période de l'année précédente (47). La valeur combinée des nouvelles transactions du deuxième trimestre de 2011 dépassait à peine les 97 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 10 % par rapport à la même période en 2010. Comme prévu, la plupart des nouveaux financements durant le trimestre ont été réalisés dans des entreprises qui sont à des étapes ultérieures de leur développement, tandis que les transactions dans les entreprises en prédémarrage et en démarrage sont restées stables d'une année à l'autre.

En tout, on a enregistré 81 transactions subséquentes au deuxième trimestre de 2011, ce qui en fait le trimestre le plus actif dans cette catégorie depuis 2009. La valeur totale des transactions subséquentes durant le trimestre est évaluée à un peu plus de 230 millions de dollars (tableau 2).

Tableau 2 : Nombre d'entreprises qui ont bénéficié de nouveaux investissements et d'investissements subséquents au cours des cinq derniers trimestres

Investissements		T2 2010	T3 2010	T4 2010	T1 2011	T2 2011
Nouveaux	Prédémarrage et démarrage	12	5	5	20	12
	Autres étapes préliminaires	7	4	9	20	12
	Étapes ultérieures	28	32	34	35	39
	Toutes les étapes	**47**	**41**	**48**	**58**	**54**
Subséquents	Prédémarrage et démarrage	11	9	14	9	15
	Autres étapes préliminaires	24	28	12	22	19
	Étapes ultérieures	40	30	41	37	47
	Toutes les étapes	**75**	**67**	**67**	**68**	**81**

Source : Thomson Reuters Canada, 2011.

Type d'investisseur

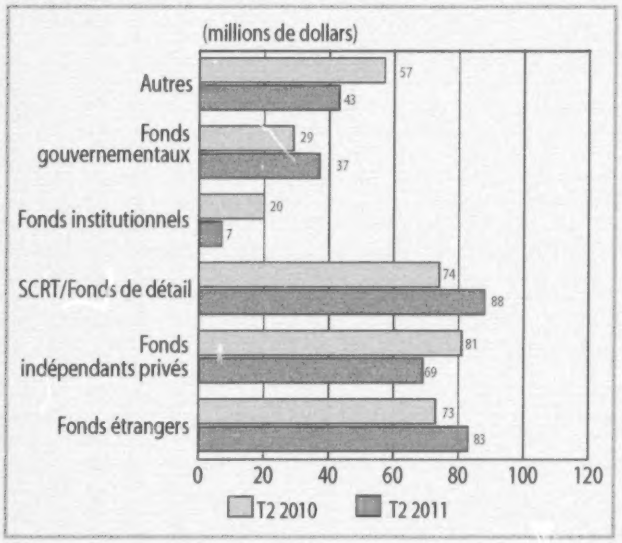
Accroissement des activités par les investisseurs gouvernementaux, étrangers et du secteur du détail

Les niveaux d'investissement dans les fonds étrangers, les fonds de détail, les sociétés à capital de risque de travailleurs (SCRT) et les fonds du gouvernement ont tous connu une augmentation au dernier trimestre. En particulier, les SCRT étaient les investisseurs les plus actifs au cours du trimestre, avec des investissements totalisant 88 millions de dollars, somme qui représente le niveau d'investissement unique par les SCRT le plus élevé depuis 2009. Par contre, l'investissement indépendant privé a diminué au cours du trimestre, passant de 80 millions de dollars au deuxième trimestre de 2010 à 68 millions de dollars à la même période en 2011.

Les investissements gouvernementaux directs en capital de risque ont connu une légère augmentation au deuxième trimestre de 2011, comparativement à la même période en 2010, passant de 33 millions de dollars à 37 millions de dollars. Ce montant est inférieur aux 73 millions de dollars investis par des fonds gouvernementaux au premier trimestre de 2011, montant le plus élevé ayant été investi par les investisseurs du gouvernement depuis 2002. Le Groupe capital de risque de la Banque de développement du Canada (BDC) a continué d'être actif en investissant plus de 20 millions de dollars au cours du trimestre.

Le montant investi par des fonds étrangers a augmenté au deuxième trimestre de 2011 par rapport à la même période l'année dernière, les entreprises canadiennes ayant attiré près de 83 millions de dollars en financement étranger (figure 4). Ces chiffres représentaient un quart du montant total en capital de risque qui a été investi dans les entreprises canadiennes au deuxième trimestre de 2011.

Figure 4 : Répartition des investissements en capital de risque selon le type d'investisseur, T2 de 2010 et T2 de 2011



Source : Thomson Reuters Canada, 2011.

Mobilisation de fonds

La mobilisation de fonds en capital de risque est en voie d'enregistrer le total annuel le plus bas

La mobilisation de fonds en capital de risque au Canada a continué de reculer au deuxième trimestre de 2011 avec des engagements d'à peine 132 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 57 % par rapport aux 308 millions de dollars engagés l'année dernière au cours de la même période. La mobilisation de fonds par les investisseurs privés indépendants est demeurée particulièrement faible, les fonds privés n'ayant attiré que 34 millions de dollars au cours du trimestre. Les SCRT ont attiré la plupart des fonds, mobilisant 97 millions de dollars au cours du trimestre. Cependant, ces chiffres représentent toujours une baisse de 29 %, comparativement à la même période l'an dernier.

Le financement cumulatif, au cours de la première moitié de l'année, est en baisse de 46 % par rapport à la première moitié de 2010, avec une mobilisation de 374 millions de dollars seulement à ce jour. À ce rythme, le Canada est en voie de connaître sa pire année en termes de mobilisation de capitaux. Tel qu'indiqué précédemment, les faibles niveaux de mobilisation de fonds, combinés à une augmentation des investissements, auront une incidence sur le montant des capitaux disponibles pour l'investissement au cours des prochaines années.

Répartition régionale

Augmentation de la valeur des investissements en capital de risque en Ontario et au Québec

Au deuxième trimestre de 2011, le nombre total de financements provenant des entreprises du Québec a augmenté de 35 % par rapport à la même période l'année dernière. Cependant, les transactions au Québec valaient en moyenne environ 1,5 million de dollars, soit 37 % en dessous de la valeur moyenne des transactions dans l'ensemble du Canada. Par conséquent, bien qu'ayant réalisé 20 transactions de plus au deuxième trimestre de 2011, comparativement à la même période en 2010,

la valeur totale des transactions au Québec n'a augmenté que de 12 millions de dollars (tableau 3).

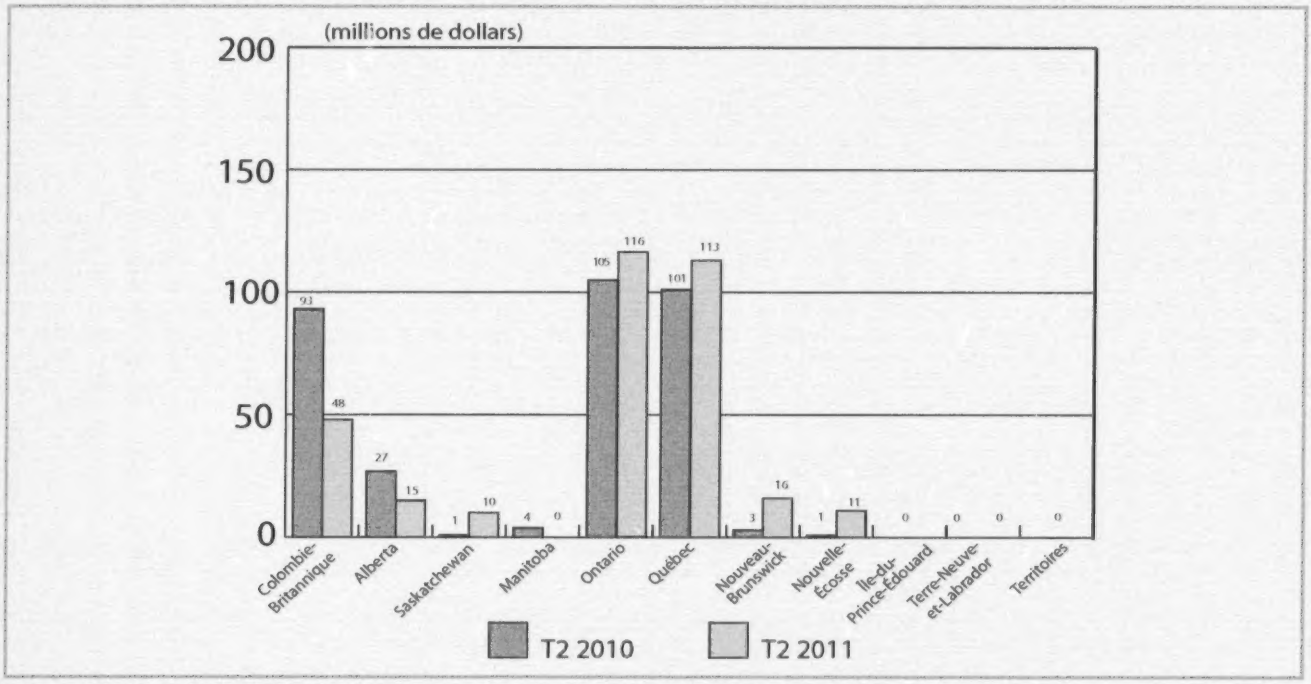
Le nombre de transactions de financement réalisées en Ontario a connu une baisse, passant de 37 au deuxième trimestre de 2010 à 31 au deuxième trimestre de 2011, mais la valeur des transactions a augmenté, passant de 105 millions de dollars à 116 millions de dollars. Le rendement de l'Ontario en a fait le marché de capital de risque le plus actif pour le deuxième trimestre de suite, ayant attiré 35 % de l'investissement canadien total en capital de risque.

Tableau 3 : Nombre d'entreprises recevant du capital de risque, par province

	T2 2010	T2 2011	Variation en %
Colombie-Britannique	17	13	-24
Alberta	5	4	-20
Saskatchewan	1	5	400
Manitoba	2	0	s.o.
Ontario	37	31	-16
Québec	57	77	35
Nouveau-Brunswick	1	2	100
Nouvelle-Écosse	2	2	0
Île-du-Prince-Édouard	0	0	s.o.
Terre-Neuve-et-Labrador	0	1	s.o.
Territoires	0	0	s.o.

Source : Thomson Reuters Canada, 2011.

Figure 5 : Répartition régionale des investissements en capital de risque au Canada, T2 de 2011



Source : Thomson Reuters Canada, 2011.

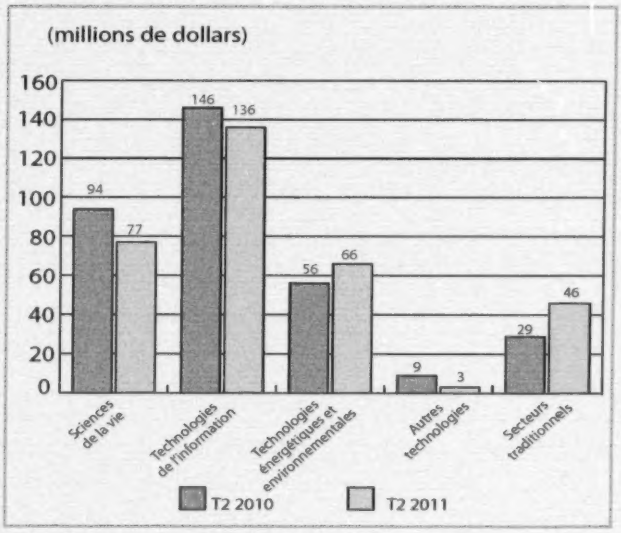
L'investissement en capital de risque a connu une forte baisse dans l'Ouest canadien, les entreprises de la Colombie-Britannique et de l'Alberta ayant attiré respectivement 48 millions de dollars et 15 millions de dollars, comparativement à 93 millions de dollars et 27 millions de dollars au cours de la même période en 2010. Par contre, les provinces de la côte Est, à savoir la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick, ont connu un trimestre relativement solide, ayant attiré 11 millions de dollars et 16 millions de dollars respectivement (figure 5).

Répartition selon le secteur d'activité

Augmentation de l'investissement en capital de risque dans les entreprises du secteur des technologies énergétiques et environnementales

Au deuxième trimestre de 2011, l'investissement en capital de risque dans les entreprises du secteur des sciences de la vie ainsi que du secteur des technologies de l'information et des communications (TIC) a ralenti, comparativement à la même période en 2010. Malgré ce ralentissement, les entreprises du secteur des TIC ont continué de recevoir la plupart du financement en capital de risque, attirant 136 millions de dollars (41 % de tous les financements). L'investissement en capital de risque dans les entreprises du secteur des technologies énergétiques et environnementales a continué d'augmenter au moment où le secteur enregistrait son trimestre le plus actif depuis le quatrième trimestre de 2007. La croissance du secteur est grandement attribuable au marché grandissant des projets d'envergure des technologies propres. La valeur moyenne des transactions dans ce secteur a été évaluée à plus de 5 millions de dollars par transaction, ce qui représente plus du double de la valeur moyenne des transactions au Canada, soit 2,4 millions de dollars (figure 6).

Figure 6 : Investissements en capital de risque selon le secteur d'activité, T2 de 2010 et T2 de 2011



Source : Thomson Reuters Canada, 2011.

ACTIVITÉS GOUVERNEMENTALES

Activités de la Banque de développement du Canada

Au deuxième trimestre de 2011, la Banque de développement du Canada (BDC) a pris des engagements en matière de capital de risque totalisant 20,4 millions de dollars auprès de 11 entreprises. Ces financements avaient une valeur totale de 81,8 millions de dollars, y compris les contributions des co-investisseurs (tableau 4). De plus, la BDC a investi un montant total de 500 000 dollars dans GrowLab à Vancouver, en Colombie-Britannique avec des investisseurs du secteur privé.

Tableau 4 : Activités de la BDC en matière de capital de risque, T2 de 2011

	BDC	Co-investisseurs	Total	Nombre de transactions
	(millions de dollars)			
Prédémarrage et démarrage	12,5	27,2	39,7	6
Développement	2	11,2	13,2	2
Étapes ultérieures	5,9	23	28,9	3
Total	**20,4**	**61,4**	**81,8**	**11**

Source : Banque de développement du Canada.

Le Nouveau-Brunswick accorde 15 millions de dollars au fonds en capital de risque du Canada atlantique

En juin 2011, le Nouveau-Brunswick a engagé la somme de 15 millions de dollars dans un fonds régional de capital de risque initié par la Nouvelle-Écosse pour les provinces de l'Est. Dans le cadre de son budget pour l'exercice 2010-2011, la Nouvelle-Écosse a créé le fonds privé en capital de risque pour cibler les débouchés du Canada atlantique. Auparavant, la province avait annoncé qu'elle inviterait d'autres provinces de l'Atlantique à y contribuer. Grâce à cet engagement de 15 millions de dollars, le Nouveau-Brunswick se classe au premier rang des provinces à y participer.

PLEINS FEUX

La National Angel Capital Organization mène une étude sur l'investissement réalisé par les groupes providentiels au Canada

Les investisseurs providentiels représentent une source importante de capital de risque pour les entreprises en démarrage et en début de croissance. Ces investisseurs sont souvent les premiers du secteur privé à s'engager auprès de bon nombre d'entreprises en démarrage et peuvent également fournir une orientation et une expertise importantes aux entrepreneurs. Bien que les investisseurs providentiels représentent une source importante de financement, il n'est pas facile de mesurer leurs activités, étant donné qu'ils ont tendance à investir de façon informelle. Toutefois, l'apparition récente d'un marché de l'investissement providentiel de plus en plus organisé, où des groupes d'investisseurs providentiels formels occupent une place de plus en plus importante, a permis de mesurer avec précision au moins un segment du marché.

En juillet 2011, devant cette réalité, la National Angel Capital Organization (NACO), qui est l'association sectorielle canadienne représentant les investisseurs providentiels de capital, a publié une étude sur les activités en matière d'investissement des groupes d'investisseurs providentiels canadiens. Dans le cadre de cette étude financée en partie par Industrie Canada, des membres de groupes d'investisseurs providentiels de la NACO ont fait l'objet d'un sondage portant entre autres sur les caractéristiques du groupe et les activités d'investissement, dans le but de dégager les principales particularités de ce segment émergent. D'autres études subséquentes pourraient permettre d'élargir les résultats de ces études et de mesurer les tendances et les observations sur une base longitudinale.

L'étude a révélé que la majorité des groupes sondés avaient été créés au cours des trois dernières années, ce qui s'explique en partie par le fait que divers programmes gouvernementaux ont été lancés récemment en vue de stimuler l'activité du réseau d'investisseurs providentiels. Les groupes qui ont fourni collectivement des données ont reçu environ 1 850 plans d'affaires d'entreprises, dont 14 % justifiaient l'exercice d'une diligence raisonnable. En tout, les groupes ont fait plus de 80 investissements qui s'étendaient, pour la plupart des groupes, entre un et cinq investissements, ce qui équivaut à 4,5 % du nombre total de plans d'affaires reçus et à 32 % du nombre de plans d'affaires qui ont été étudiés sérieusement.

La grande majorité (90 %) des investissements signalés étaient nouveaux, et non des investissements subséquents, et la plupart d'entre eux avaient été effectués en Ontario (61 %). Les montants investis par les investisseurs providentiels sont beaucoup plus importants en Ontario que partout ailleurs au Canada. Les montants investis par transaction variaient généralement entre 100 000 $ et 999 000 $. Les investisseurs providentiels ont investi dans un large éventail d'industries, l'accent étant surtout mis sur la technologie. Les plus grandes concentrations d'investissements ont été enregistrées dans le secteur de la technologie de l'information et des communications (43 %), suivi des secteurs des sciences de la vie (18 %) et des technologies propres (16 %).

Pour consulter le rapport au complet, veuillez visiter le site Web de la National Angel Capital Association à l'adresse suivante : http://www.angelinvestor.ca/2010_Investment_Activity_Report.asp (en anglais seulement).

NOTES

La présente publication fait partie d'une série de documents publiés par la Direction générale de la petite entreprise. Cette direction analyse le marché financier et l'incidence des tendances observées sur l'accès des petites entreprises au financement. La recherche actuelle met l'accent sur les entreprises à forte croissance, sur les aspects du capital de risque et de l'environnement commercial en général au Canada qui influent sur le succès de ces entreprises, ainsi que sur les principaux intervenants du marché du capital de risque (par exemple, les sociétés de capital de risque et les investisseurs providentiels).

La Direction générale de la petite entreprise est par ailleurs responsable du Programme de recherche sur le financement des PME (PRF PME), vaste programme de collecte de données sur le financement des PME au Canada. En collaboration avec Statistique Canada et le ministère des Finances Canada, Industrie Canada publie des données sur l'offre et la demande de financement des petites et moyennes entreprises. Pour obtenir de plus amples renseignements et prendre connaissance des conclusions et des rapports statistiques, consultez le site Web www.pme-prf.gc.ca.

Pour figurer sur la liste d'envoi de cette publication trimestrielle et pour toute question concernant le contenu du présent numéro, communiquez avec Michael Scholz par téléphone au 613-954-4369 ou par courriel à Michael.Scholz@ic.gc.ca.

DROIT D'AUTEUR

On peut obtenir cette publication sur supports accessibles, sur demande. Communiquer avec la :

Section des services du multimédia
Direction générale des communications
et du marketing
Industrie Canada
Bureau 441F, Tour Est
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5

Tél. : 613-947-5177
Téléc. : 613-954-6436
Courriel : production.multimedia@ic.gc.ca

Cette publication est également offerte en version HTML à www.pme-prf.gc.ca/moniteurcr.

Autorisation de reproduction
À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faire parvenir un courriel à droitdauteur.copyright@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

N.B. Dans cette publication, la forme masculine désigne tant les femmes que les hommes.

ISSN 1911-9275

60942

Also available in English under the title
Venture Capital Monitor — Q2 2011.